

Olivier Ferrand  
est président du *think tank* Terra Nova

## Bienvenue dans l'ère des crises systémiques

**Q**ue nous enseigne la crise financière sur le capitalisme ? Fondamentalement ceci : le capitalisme est entré dans une ère de risques systémiques. Ses dérèglements ne créent plus seulement des crises ponctuelles. Ils prennent désormais une telle ampleur qu'ils tendent à menacer la pérennité même de nos sociétés.

Au départ de la crise financière, il y a une défaillance sectorielle localisée d'ampleur limitée : le marché des *subprimes* immobiliers aux États-Unis – un marché relativement étroit de moins de 1 000 milliards de dollars. À l'arrivée, il y a une crise globale, financière, économique, sociale, qui a métastasé en Europe et dans les pays en développement, avec une destruction de valeur supérieure à 30 000 milliards de dollars. À ce niveau de destruction, la survie même du système financier international est en jeu.

Quels sont les mécanismes de cette crise systémique ? Il y en a deux principaux. Les innovations

techniques, tout d'abord. Elles assurent l'interconnexion des marchés, la dissémination de la crise d'un secteur à l'autre. Ce fut en particulier le cas de la titrisation. Cette technique financière a permis de convertir des prêts hypothécaires, illiquides, en titres financiers, aisément négociables sur les marchés : les *subprimes* immobiliers ont ainsi colonisé les bilans bancaires, la crise immobilière est devenue crise financière. La quasi-fermeture de la titrisation, lors du déclenchement de la crise, a également constitué un courroie de transmission vers les entreprises : les grandes entreprises finançaient largement leurs besoins de trésorerie en titrisant leurs créances clients, la disparition du marché de la titrisation a été un vecteur important de l'assèchement du crédit aux entreprises, contribuant à la transformation de la crise financière en crise économique.

La mondialisation, ensuite. Le marché est global, les crises sont globales. Le point de départ de la crise localisé aux États-Unis : un déséquilibre du secteur immobilier américain. Mais les *subprimes*

**Le marché est global, les crises sont globales. Le point de départ de la crise localisé aux États-Unis : un déséquilibre du secteur immobilier américain. Mais les subprimes titrisées sur les marchés financiers vont se disséminer dans le monde entier. Les banques de dépôts européennes, les banques régionales allemandes en particulier, en ont acheté en grande quantité, sur la foi des notations « AAA » des agences internationales de rating.**

titrisées sur les marchés financiers vont se disséminer dans le monde entier. Les banques de dépôts européennes, les banques régionales allemandes en particulier, en ont acheté en grande quantité, sur la foi des notations « AAA » des agences internationales de rating. Avec la crise, les *hedge funds* vont être contraints de dénouer massivement leurs positions sur toutes les places mondiales. La crise immobilière était certes américaine, mais la crise financière est mondiale. Et la crise économique va aussi toucher tous les pays à travers l'effondrement du commerce mondial. La croissance mondiale s'est arrêtée, pour la première fois depuis 1945. Témoignage spectaculaire de cette contamination globale, la Russie pensait être immune à la crise : elle terminera l'année avec un PIB en recul de 10 %. Ces mécanismes – innovations, mondialisation – ne sont pas spécifiques à la crise économique actuelle. Ils sont à l'œuvre dans l'ensemble du capitalisme contemporain. Nos activités humaines sont entrées dans l'ère des risques systémiques.

Risques économiques, donc. On vient de le voir. Risques écologiques, également. Hier, les risques environnementaux étaient localisés. Même une catastrophe industrielle comme Bopal ne menaçait qu'un territoire limité en Inde. Aujourd'hui, c'est l'avenir de l'espèce humaine et de la planète qui est posé. C'est le cas avec les gaz à effet de serre, la déforestation, la disparition de la biodiversité, la pollution de la biosphère. Risques sanitaires, aussi. Hier, une salmonellose dans une ferme du

Gers provoquait une crise sanitaire locale, au pire quelques victimes autour de la ferme incriminée. Aujourd'hui, les pandémies mondiales (SIDA, grippe A, grippe aviaire, vache folle...) font peser un risque global sur l'espèce humaine. Ce sont des centaines de millions de vies qui sont en jeu. Risques sociaux, enfin. Le capitalisme contemporain provoque la montée globale des inégalités de marché. Les systèmes redistributifs nationaux mis en place dans les pays développés, notamment en Europe, sont débordés et ne parviennent plus à endiguer ces dérèglements. À terme, c'est la cohésion même de nos sociétés qui est menacée.

Face à ce nouveau « capitalisme systémique », tous les modèles de développement actuels sont disqualifiés. Le modèle néo-libéral, bien sûr. On l'a beaucoup dit, et c'est vrai : le mythe de l'auto-régulation du marché a vécu. Le marché n'internalise pas les dégâts externes qu'il génère. Par exemple, aucun mécanisme spontané de marché ne saurait réguler les émissions de gaz à effet de serre. Et le marché ne sait pas intégrer ses risques systémiques internes. La crise financière l'a montré : si on le laisse faire, le marché ne s'auto-régule pas, il s'auto-détruit. On a beaucoup entendu, parallèlement, que la crise relégitimait la social-démocratie. C'est faux : le capitalisme systémique disqualifie également le modèle d'intervention de la social-démocratie traditionnelle, celui de l'État-providence. Il est fondé sur la réparation : on laisse le marché

***On a beaucoup entendu que la crise relégitimait la social-démocratie. C'est faux : le capitalisme systémique disqualifie également le modèle d'intervention de la social-démocratie traditionnelle, celui de l'État-providence. Il est fondé sur la réparation : on laisse le marché produire de la richesse et on corrige a posteriori les désordres qu'il a engendrés. Ce modèle de « l'État pompier », limitant les excès du capitalisme, a vécu.***

produire de la richesse et on corrige *a posteriori* les désordres qu'il a engendrés. Ce modèle de « l'État pompier », limitant les excès du capitalisme, a vécu. Les dégâts, par leur ampleur, sont de plus en plus difficiles à réparer. Le coût de la réparation s'accroît de manière exponentielle. Ainsi en matière sociale : malgré des prélèvements croissants, l'État-providence est débordé par la prolifération des inégalités. Ainsi aussi pour la crise financière : 1 500 milliards de dollars pour les plans Paulson puis Obama, 360 milliards d'euros en France, 1 700 milliards d'euros en Europe – des chiffres vertigineux. Et les dégâts deviennent irréparables. C'est le cas en matière écologique. Prenons l'exemple de la couche d'ozone. On a laissé les gaz chloro-fluoro-carbone (CFC) détruire la couche d'ozone, avant d'imposer au début des années 1990 une interdiction mondiale des CFC. Il faudra pourtant cinquante ans pour reconstituer la couche d'ozone et, dans l'intervalle, le nombre de cancers de la peau a été multiplié par mille en Australie, épice de la « trou ». De la même manière, le réchauffement climatique est désormais irréversible : l'enjeu est désormais d'en limiter son intensité, et plus de l'empêcher.

La crise remet aussi en cause le troisième grand modèle de développement, le modèle asiatique. Ce modèle est fondé sur la compétition externe : la croissance repose sur la conquête des marchés de consommation étrangers, alimentée par la limitation volontariste des coûts de production internes. Un tel modèle provoque des déséquilibres qui présentent désormais des risques systémiques globaux. C'est le cas, par exemple, de la politique monétaire chinoise, qui maintient un ancrage monétaire du yuan au dollar artificiellement bas afin de soutenir la compétitivité-prix des produits chinois à l'exportation. C'est également le cas avec la consommation extensive de ressources naturelles, et notamment fossiles, qui contribue à la déstabilisation écologique de la planète. Fondamentalement, ce modèle national non-coopératif n'est pas compatible avec le traitement collectif des risques mondiaux.

Modèle néo-libéral américain, modèle social-démocrate européen, modèle compétitif chinois : aucun des grands modèles de développement d'aujourd'hui n'est en mesure de prendre en charge le nouveau capitalisme systémique. Il est nécessaire d'inventer un nouveau modèle de développement. Dans la bataille pour la définition de ce nouveau modèle, les socialistes sont bien positionnés. Il s'agira en effet d'un modèle basé sur la régulation. Il faut des règles car le marché ne peut pas s'autoréguler. Mais pas les règles d'hier, dont on vient de décrire les limites. Des règles nouvelles, susceptibles de fonder un nouveau modèle social-

***Modèle néo-libéral américain, modèle social-démocrate européen, modèle compétitif chinois : aucun des grands modèles de développement d'aujourd'hui n'est en mesure de prendre en charge le nouveau capitalisme systémique. Il est nécessaire d'inventer un nouveau modèle de développement.***

démocrate. Ce nouveau modèle repose sur un contenu : la régulation *ex ante*. La régulation doit permettre de prévenir puisqu'il n'est plus possible de guérir, d'anticiper plutôt que de réagir, d'empêcher et non plus de corriger. Nous ne pouvons plus laisser le feu se déclencher dans la maison : si la maison brûle, le feu est devenu si intense que plus aucune lance d'incendie ne saurait l'éteindre. Il faut intervenir en amont. Nous, socialistes, tournons autour de cette idée depuis quelques temps déjà, autour des concepts d'État-anticipateur ou d'État préventif.

Dans le domaine financier, par exemple, c'est tout l'objet des propositions de régulation macro-prudentielle. La régulation bancaire s'est avérée inefficace dans la crise financière car elle est micro-prudentielle : elle prend en charge le risque

***Nous devons basculer rapidement dans un modèle de coopération internationale. C'est un changement de paradigme profond, car nous nous sommes habitués à penser un monde multipolaire, c'est-à-dire un monde de rapports de force non-coopératif. De la logique multipolaire à la logique multilatérale : c'était l'ambition idéaliste de l'Union européenne, elle doit maintenant, et rapidement, devenir une réalité globale.***

lié à la défaillance d'un établissement bancaire, pas celui de la défaillance globale du système bancaire – qu'elle tend au contraire à provoquer. Petite métaphore climatique : un parapluie permet de protéger individuellement de la pluie. Mais, dans la finance, le fait que tous les établissements utilisent en même temps un parapluie pour se protéger de la pluie provoque des pluies de plus en plus torrentielles, jusqu'à l'inondation qui finit par emporter tout le monde. Il faut donc mettre en place une régulation globale, macro-prudentielle. Le nouveau modèle social-démocrate repose aussi sur des institutions nouvelles – internationales : la « démocratie-monde », selon la formule de Pascal Lamy. La crise financière montre une nouvelle fois qu'un État seul – même le plus puissant d'entre eux, les États-Unis – n'a plus la taille critique dans la mondialisation. Elle montre que la logique actuelle de concurrence internationale entre États

est incompatible avec le traitement des enjeux globaux de la planète : nous devons basculer rapidement dans un modèle de coopération internationale. C'est un changement de paradigme profond, car nous nous sommes habitués à penser un monde multipolaire, c'est-à-dire un monde de rapports de force non-coopératif. De la logique multipolaire à la logique multilatérale : c'était l'ambition idéaliste de l'Union européenne, elle doit maintenant, et rapidement, devenir une réalité globale.

Il est vital que le territoire de la régulation rejoigne le territoire du capitalisme : le monde. La coordination informelle des États, telle qu'elle s'est déployée ces derniers mois, est une première étape mais on en voit les limites : lenteurs, hésitations, réflexes nationalistes... Le G20 est une première étape, mais il ne saurait constituer un modèle de gouvernance internationale. Dans ce contexte, l'Union européenne a un rôle majeur à jouer. Non pas en tant que pôle de régulation : l'Europe, pas plus que les États-Unis, n'a désormais la taille critique. Mais en tant qu'acteur international : elle a réussi en son sein à mutualiser une partie des régulations nationales, elle est l'acteur le mieux placé pour porter cette réforme au niveau mondial. Régulation par anticipation, régulation internationale : tels sont les nouveaux horizons des socialistes, le cœur de la refondation sociale-démocrate. Dans la bataille idéologique pour l'organisation de la planète, les socialistes pourraient être, à nouveau, à l'avant-garde.